ASSEMBLÉE NATIONALE

27 juin 2013

MODERNISATION DE L'ACTION PUBLIQUE TERRITORIALE ET AFFIRMATION DES
MÉTROPOLES - (N° 1120)

Rejeté

AMENDEMENT

N ° CL345

présenté par
M. Molac et M. Coronado

ARTICLE 4

Après l'alinéa 5, insérer un alinéa ainsi rédigé :

« Peuvent siéger sans voix délibérative à la conférence territoriale de l'action publique, les présidents des conseils généraux et des Etablissements publics de coopération intercommunale limitrophes. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Afin de mieux concilier l'organisation territoriale avec les réalités socio-économiques et sociologiques, qui sont évolutives (comme le périmètre des aires urbaines), et en s'appuyant sur le principe constitutionnel de non tutelle d'une collectivité sur une autre, il convient de donner la possibilité aux présidents des conseils généraux et EPCI limitrophes de siéger sans voix délibérative aux Conférence territoriale de l'action publique. Il faut d'ailleurs relever que plusieurs établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre chevauchent déjà les limites administratives entre régions.